

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1952, 1965, 1968, 1969, 1974, 1975, 1978, 1980, 1981, 1984, 1992.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1 610 lires)

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs domestiques).

Régimes spéciaux pour cadres de l'industrie, professions libérales, cheminots, services publics, transports aériens, journalistes, fonctionnaires, artisans indépendants, marchands et exploitants agricoles.

Sources de financement

Assuré: 8,34% du salaire.

Employeur: 21,3% des salaires. En sus, cotisation spéciale à la charge des employeurs de certaines industries.

Les employeurs de certaines régions sont libérés d'une partie de leurs cotisations en raison de la crise économique.

Gouvernement: Coût total des allocations sous condition de ressources. Tout déficit éventuel.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 lires par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond pour le calcul des cotisations et des prestations.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: Jusqu'au mois de juin 1995, 61 ans (hommes) ou 56 ans (femmes), par la suite, 62 ans (hommes) ou 57 ans (femmes) et 15 années de cotisations. Poursuite de l'activité assurée possible jusqu'à l'âge de 65 ans si moins de 40 années de cotisations. Pension de préretraite à 55 ans (hommes) (50 ans dans l'industrie du fer et de l'acier) ou 50 ans (femmes) si en chômage dû à la crise économique ou à des changements structureaux. Pension d'ancienneté à tout âge après 35 années de cotisations. Pas de cumul avec un salaire pour la

partie de la pension dépassant le montant de la pension minimum. Cessation de toute activité rémunérée pour la pension d'ancienneté. L'âge normal de la retraite sera augmenté d'un an tous les 18 mois jusqu'à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. La période minimum de cotisation augmentera également d'un an tous les deux ans jusqu'en 2001. Les personnes qui au 31 décembre 1992 satisfaisaient aux conditions d'octroi en vigueur à cette date sont exemptées des nouvelles dispositions.

Pension d'invalidité: Incapacité de travail totale et permanente. 5 années de cotisations dont 3 années au cours des 5 dernières années. Pensions octroyées sous condition de ressources (3 fois le montant de la pension minimum).

Allocation d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de travail. Mêmes conditions de cotisation que pour la pension d'invalidité.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Pourcentage gradué du salaire moyen des 5 dernières années (salaire des premières 3 années revalorisées selon les variations du coût de la vie), multiplié par le nombre d'années de cotisations: 2% par an jusqu'à 57 578 000 lires; 1,6% pour 57 578 001 à 76 578 740 lires; 1,35% pour 76 578 741 à 95 579 480 lires; et 1,1% pour 95 579 480 à 109 298 200 lires; et 0,9% pour plus de 109 298 200 lires jusqu'à 80% du salaire pour les assurés ayant 40 ans de cotisations.

(Formule différente pour la pension de préretraite.)

Pension minimum: 626 450 lires par mois; 626 000 lires par mois si 15 années ou plus de cotisations.

Paiement mensuel de la pension avec un 13e paiement mensuel en décembre.

Prestation sous condition de ressources ("pension sociale"): Jusqu'à 335 150 lires par mois (montant à partir de juin 1993) payables à l'âge de 65 ans si citoyen résident (13 versements par an).

Ajustement annuel des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Comme pension de vieillesse, plus prise en compte des années jusqu'à l'âge normal de la retraite.

Pension minimum: 626 450 liras par mois.

Supplément pour assistance constante: Jusqu'à 496 000 liras par mois (ajusté tous les deux ans).

Allocation d'invalidité: Comme pension de vieillesse. Due pour 3 ans. Devient permanente après deux renouvellements.

13e paiement mensuel en décembre.

Ajustement annuel des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 60% de la pension de l'assuré. Payée également au veuf. Pension minimum: 626 450 liras par mois; 626 000 liras par mois si 15 années ou plus de cotisations (montant à partir de juin 1993).

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (21 ans si élève d'une école professionnelle, 26 ans si étudiant, pas de limite si invalide). 40% si orphelin de père et de mère, 60% si seul bénéficiaire.

Autres personnes à charge (en l'absence d'orphelins): 15% de la pension de l'assuré pour chaque parent âgé, ou frère ou soeur non marié(e), si non-bénéficiaire d'une pension ou invalide.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: 43 200 à 129 600 liras si n'ayant pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux; administré par un conseil tripartite.

Régimes spéciaux gérés par des instituts ou caisses distincts.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1912 (maternité), 1927 (tuberculose) et 1943 (maladie).

Lois en vigueur: 1950 et 1971 (maternité) 1962 (maladie), 1970 (tuberculose), 1974, 1978 (service national de santé), 1980 et 1987 (maternité pour travailleuses indépendantes).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces) et **régime universel** (soins médicaux)

Champ d'application

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Employés du commerce (à l'exception des cadres) et ouvriers de l'industrie.

Prestations médicales: Tous les résidents.

Sources de financement

Assuré: 1% des revenus jusqu'à 40 000 000 liras par an, plus cotisation de solidarité de 0,8% des revenus entre 40 000 000 et 100 000 000 liras. Travailleurs indépendants: 5% des revenus avec un minimum annuel, plus cotisation de solidarité de 4% des revenus entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Les travailleuses indépendantes paient 18 000 liras par an à titre de prestations de maternité.

Employeur: Maladie, 10,6% des salaires plus cotisation de solidarité de 2% des salaires entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Tuberculose, 2,01% des salaires.

Gouvernement: Diverses subventions, plus une partie des cotisations des employeurs.

Salaires minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond.

Conditions d'attribution

Prestations de maladie et de maternité: Affiliation à l'assurance.

Prestations pour tuberculose: 1 an de cotisations.

Prestations médicales: Pas de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 50% du salaire pendant les 20 premiers jours, 66 2/3% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours pendant 180 jours (prolongation dans des cas spéciaux).

Prestations de tuberculose: Dues pendant un traitement en sanatorium de 60 jours ou plus et pendant 2 ans par la suite. 50% du salaire à partir du 21e jour jusqu'au 180e jour et 66 2/3% par la suite. (Allocations familiales également payées.)

Prestations de maternité: 80% du salaire. Dues pour 2 mois avant et 3 mois après l'accouchement. Congé supplémentaire de 6 mois possible pour l'un des deux parents avec 30% du salaire.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services fournis par des médecins et pharmaciens sous contrat avec le Service national de la Santé et payés directement par lui, ainsi que par les hôpitaux qui sont généralement publics.

Englobent les soins de généralistes et de spécialistes, l'hospitalisation, les médicaments prescrits, les soins dentaires, les soins de sage-femme ou de médecin en cas d'accouchement, les appareils de prothèse spécifiés et les cures.

Les soins de tuberculose englobent les soins curatifs et de convalescence dans un sanatorium, les soins après le séjour en sanatorium et la réadaptation.

Participation des assurés aux frais de certains médicaments prescrits et aux analyses effectuées dans les hôpitaux. Supprimée pour les personnes de condition modeste et les invalides.

Durée: Pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Prestations de tuberculose pour personnes à charge: Prestations réduites, mais dans les mêmes conditions que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Ministère de la Santé: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion des prestations en espèces de maladie et de maternité.

Service national de Santé géré par 20 administrations régionales et des unités locales de santé.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1898.

Loi en vigueur: 1965.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs manuels, employés non manuels faisant un travail dangereux et exploitants agricoles.

Régime spécial pour les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,5% à 16% des salaires, selon le risque. Taux moyen pour les travailleurs de l'industrie: 3,1%.

Gouvernement: Néant.

Salaire minimum et maximum pour le calcul des prestations: 17 597 000 liras et 32 680 000 liras.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 60% du salaire pour les 90 premiers jours d'incapacité et 75% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours (pour lesquels l'employeur doit payer les prestations).

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire de l'année précédente si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: Jusqu'à 580 000 liras par mois (ajusté chaque année).

Suppléments pour personnes à charge: 5% de la pension pour la femme et pour chaque enfant de moins de 18 ans (26 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Incapacité partielle: Si incapacité de 11% à 79%, pension proportionnelle au degré d'incapacité. Si incapacité de 80% à 100%, pension complète.

Ajustement annuel des rentes en cas de variation d'au moins 5% du salaire journalier moyen dans l'industrie.

Prestations médicales: Soins médicaux, chirurgicaux et hospitaliers, appareils de prothèse et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 20% du salaire pour chaque orphelin de moins de 18 ans ou invalide; 40% si orphelin de père et de mère.

Père ou mère (en l'absence de veuve ou d'orphelins): 20% du salaire tant pour le père que pour la mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% du salaire de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire jusqu'à 2 322 000 liras, payable aux survivants ou à la personne qui a assumé les frais funéraires.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national d'assurance contre les accidents du travail: Gestion du régime par ses bureaux de province; administré par un conseil tripartite.

Service national de Santé: Gestion générale des prestations médicales.

Régimes spéciaux gérés par des caisses distinctes.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1939, 1968, 1970, 1975, 1988.

Régime d'assurance obligatoire

Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé. Exclus: Travailleurs occasionnels et saisonniers et certaines catégories spéciales.

Ouvriers du bâtiment: Prestations supplémentaires spéciales.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,61% des salaires (cadres de l'industrie) ou 1,91% (industrie et commerce). Employeurs de l'industrie versent également 0,3% (0,8% dans l'industrie du bâtiment) des salaires à un fonds spécial de chômage et 2,2% des salaires (1,9% pour les entreprises occupant moins de 50 salariés) à un "fonds pour compléments de salaire".

Gouvernement: Frais d'administration, plus subvention pour les travailleurs agricoles, l'emploi des jeunes et le fonds pour compléments de salaire.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie. Pas de plafond.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: 2 ans d'assurance et 52 semaines de cotisations au cours des 2 dernières années. Ouvriers du bâtiment: 43 semaines de cotisations au cours de 2 années d'emploi dans cette industrie.

Prestations spéciales: 13 semaines d'activité ininterrompue avant le début du chômage.

Etre inscrit au bureau de placement, être capable de travailler, remplir les conditions d'engagement, et être disponible pour un travail. Chômage non dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à son renvoi pour mauvaise conduite, au refus d'une offre convenable

ou au refus de la formation professionnelle prescrite (disqualification pour 30 jours).

Complément de salaire: Chômage partiel dans des circonstances spécifiées par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestation de chômage: 20% du salaire, payable après un délai de carence de 7 jours. Durée maximum: 180 jours.

Suppléments pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Prestation spéciale (industrie du bâtiment): 80% du salaire pendant 90 jours (prolongation possible).

Les travailleurs de l'industrie, du commerce et les artisans ont droit à des prestations en fonction de leur âge, à condition de justifier d'une année d'emploi et de 6 mois de cotisations: en dessous de 40 ans, 12 mois; jusqu'à 50 ans, 24 mois; plus de 50 ans, 36 mois. La prestation est égale à 100% du salaire pendant un an et à 80% par la suite.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux. Institut gère également le fonds des compléments de salaire.

Les services de placement reçoivent et examinent les demandes et paient les prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1937.

Lois en vigueur: 1961, 1965, 1970, 1974, 1980, 1983, 1988 (réforme du régime).

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés, quelques travailleurs indépendants et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ou d'assurance chômage ayant 1 enfant au moins ou une autre personne à charge.

Régimes spéciaux pour les travailleurs salariés dans l'agriculture, l'assurance et le crédit, les percepteurs des contributions, les journalistes, les services publics, les transports maritimes et aériens.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 6,2% (4,15% pour les artisans) des salaires.

Gouvernement: Diverses subventions.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 livres par jour ou salaire minimum contractuel plus élevé.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Epouse dépendante de l'assuré; enfants de moins de 18 ans (pas de limite si invalides), frères et soeurs, nièces et neveux si orphelins, autres personnes à charge de moins de 18 ans (plus de 18 ans si invalides), jusqu'à 7 membres de famille au maximum. Dispositions particulières pour exploitants agricoles, pensionnés et anciens travailleurs indépendants.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Montants variant selon le nombre des membres et le revenu de la famille de 60 000 à 440 000 livres.

Les plafonds sont augmentés pour les familles monoparentales et les familles avec au moins un membre invalide.

Dispositions particulières pour exploitants agricoles, pensionnés et anciens travailleurs indépendants.

Ajustement annuel selon les variations de l'indice des prix.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par la Caisse centrale des allocations familiales.

Chaque employeur verse les allocations directement aux membres de son personnel (sauf dans l'agriculture) et ne règle avec les succursales locales de l'Institut que les cotisations versées en trop ou en moins.